

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le vingt-quatre juin deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du dix-sept juin deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, Mme PONOT-ROGER, M. TISSERAND, M. DELL'OSTE, M. ABASSI et Mme BUFFE, Adjoints au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. ATTALI, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, M GUERRAUD, Mme GILEWSKI, Mme GONCALVES, M. HEMERY, Mme LEFEVRE, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENAHMED, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, M. MALKIC, M. PASTOR, Mme GALAOU, Mme TORNIN, M. REZEG, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, M. SAVERET

M. MOURADOUDI, Mme DE KESLING, M. GOURDY, M. MARIE-LUCE, M. LELOUP, Mme HUBLET, Mme OZTURK, M. MALKIC (à partir de la délibération n°26) ont donné respectivement pouvoir à Mme BUFFE, M. TISSERAND, M. LOCICIRO, Mme PONOT-ROGER, Mme DIOP, M. HEMERY, Mme LACROIX, Mme VIELPEAU

Absents excusés : M. SISSOKO, Mme EBOUMBOU, Mme IMA,

Mme BUFFE est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction des Ressources Humaines
	01/07/2022	22060536	

Objet : Actualisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel (indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise et complément indemnitaire annuel)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L.712-1 et L.714-11,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU la délibération du 14 mai 1985 relative à l'attribution d'une prime annuelle de fonction au personnel communal,

VU la délibération n°1810642 du Conseil Municipal en date du 12 octobre 2018 instaurant la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et complément indemnitaire),

VU la délibération n°20090245 du Conseil Municipal en date du 23 septembre 2020 portant actualisation de l'attribution du régime indemnitaire des agents non soumis tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU l'avis du Comité Technique dûment sollicité,

CONSIDÉRANT que les grades et cadres d'emplois concernés par l'actualisation de la délibération n°20090245 en date du 23 septembre 2020 restent inchangés,

CONSIDÉRANT que le versement de la prime semestrielle est cumulable avec le versement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'entériner le principe de cumul du versement de la prime semestrielle avec le versement du RIFSEEP et de préciser tel que déterminé dans la délibération du 14 mai 1985, les modalités d'attribution de la prime annuelle,

OUI Mme VIELPEAU, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité,

DÉCIDE que le versement de la prime semestrielle est cumulable avec le versement du RIFSEEP,

DÉCIDE de confirmer les modalités suivantes de versement de la prime semestrielle :

- La prime sera versée en mai et novembre de chaque année.
- Le montant de la prime est déterminé chaque début d'année en fonction du calcul suivant : SMIC horaire (valeur 1^{er} janvier) multiplié par 169.
- La prime est versée aux agents stagiaires, titulaires, contractuels, agents rémunérés à l'heure effectuée.
- Elle sera proratisée en fonction du temps de travail,
- Une carence de 6 mois sera appliquée à la date d'entrée dans la collectivité de l'agent.

DIT que chaque année les crédits nécessaires sont prévus au budget de l'exercice courant.

Le Maire,



Jean-François COPÉ